Journée d'histoire

Michel Debré dans l'histoire de La Réunion

1963-2013

Salle Canter

Université de La Réunion

Mardi

10 septembre

2013

8h30 - 12h00

14h00 - 17h00

CRESOI

O.S.O.I

Université de La Réunion

Région Réunion

CIHOI

Résumés

Yvan COMBEAU
Professeur d'histoire contemporaine
Université de La Réunion

Michel Debré : histoire et mémoire (2013-1963)

Situation inédite, unique à ce jour, d'un premier ministre qui fait le choix d'une implantation dans l'outre-mer français. Il devient le chef d'orchestre de la politique à mener pour la modernisation du département Il redonne naissance, et sens, à la départementalisation. L'île sort effectivement du sous-développement. Dans le même temps, il s'attache à l'affirmation d'une conception de la France dans l'outre mer. Il s'affirme comme le garant d'une relation privilégiée entre le département dans le sud-ouest de l'océan Indien et le gouvernement. Michel Debré se veut véritablement « le premier ministre de La Réunion » pendant les années de la République gaullienne. Le développement des années 60 et 70 c'est en grande part son œuvre. Il pose le socle des évolutions futures. En 1999, Raymond Barre écrit : « Si l'île a aujourd'hui un niveau de vie bien supérieur non seulement à celui de la région mais aussi à celui des Antilles… c'est à Michel Debré et à l'action de l'Etat qu'elle le doit ». En 2013, cinquante années après son élection : quelle écriture pour ce mandat d'un quart de siècle ? quel récit historique et quelles mémoires pour les contemporains ?

Gilles GAUVIN

La Nation, la République et la Démocratie ou comment comprendre la philosophie politique de Michel Debré

L'histoire de La Réunion, département français, est liée de manière singulière à celle de la Ve République. Michel Debré, considéré comme le père fondateur de notre actuelle Constitution, et qui a été le 1er Premier ministre du général de Gaulle de 1959 à 1962, a également été député de la 1re circonscription de La Réunion de 1963 à 1988.

Et cette rencontre d'un quart de siècle, loin d'être banale à la fois pour Michel Debré et pour La Réunion, peut être résumée à travers une formule « touristique » : la rencontre d'une île de caractère et d'un homme de caractère… Et ce contact n'a pas manqué de produire des étincelles ! Mais derrière ces « étincelles », qui ont fortement marqué les mémoires d'une génération de Réunionnais, il y a une histoire qui est celle du département français de La Réunion.

Souvent caricaturée, semblant parfois paradoxale par rapport à ce qu'elle était en métropole, l'action politique de Michel Debré ne peut être comprise si on ne lui applique pas une grille de lecture prenant en compte les trois concepts clés qui l'ont toujours guidée : la Nation, la République et la Démocratie. Cette réflexion à mener sur la philosophie politique de l'ancien ministre et député nécessite de plus une approche historique, c'est-à-dire une contextualisation qui est aujourd'hui totalement absente du « présentisme », bien analysé par Henry Rousso, qui caractérise la société réunionnaise, à l'image de l'ensemble de la société française.

Prosper EVE
Professeur d'histoire
Université de La Réunion

L'île de La Réunion de Michel Debré

Depuis les travaux majeurs de Jérôme Perrier et de Gilles Gauvin qui ont tant apporté sur Michel Debré, républicain sincère, qui a contribué à bâtir un Etat fort au service d'une certaine idée de la nation, cette grande figure politique de la Cinquième République est un peu moins méconnue. La contribution de Jérôme Perrier éclaire notamment le rôle de ce serviteur de l'Etat dans la construction de la Cinquième République. Celle de Gilles Gauvin est essentielle pour comprendre son action politique à La Réunion. Il reste maintenant à affiner la connaissance sur cet homme de conviction, fidèle à ses idées et peu préoccupé par sa popularité. Notre exposé visera à présenter comment il s'est forgé son opinion sur cette île à laquelle il était très attaché. Quels outils lui ont été fournis par les responsables politiques et administratifs locaux ? Quels étaient leurs contenus ? Quelle image en a-t-il gardée ? En est-il resté fidèle? Ses premiers discours de 1963 à 1965 s'appuient-ils sur ces leçons premières ? En 1965, lors de la célébration du cent cinquantième anniversaire, les idées qu'il véhicule sont-elles nouvelles ? A quelle source, son adage « Créole un jour, Créole toujours » puise-t-il sa sève ?

Denis Alexandre LAHINIRIKO
Docteur en Histoire
Université d'Antananarivo - Madagascar

La Réunion et Madagascar dans les années 1960 : deux trajectoires sous Michel Debré et Philibert Tsiranana

Les années 1960 ont été fortement marquées par la figure presque tutélaire de Michel Debré à La Réunion, elles étaient marquées par celle de Philibert Tsiranana à Madagascar. Certes, les deux îles n'ont pas connu la même trajectoire politique. Tandis que Madagascar a choisi la voie de l'indépendance, l'ancienne Ile Bourbon s'est ancrée plus que jamais dans la République française. Il n'en demeure pas moins qu'entre les deux dirigeants de deux îles, une certaine vision politique commune existe. D'autant que les deux hommes se connaissent bien depuis des années, étant les deux signataires, le 2 avril 1960, des Accords franco-malgaches de coopération. La politique menée par Michel Debré à La Réunion a été marquée par un anticommunisme marqué par sa lutte politique contre le PCR. A Madagascar, Tsiranana n'a pas caché son positionnement dans le Bloc occidental, quitte à se rapprocher des pays mis au ban par une partie de la communauté internationale tels qu'Israël ou encore l'Afrique du Sud. Lui aussi passe pour un anticommuniste convaincu.

Notre contribution à ce séminaire est une étude comparative sur la situation politique et économique entre La Réunion sous Michel Debré et Madagascar sous la présidence de Tsiranana dans les années 1960. Une telle comparaison est d'autant plus intéressante que les deux hommes sont restés en contact durant ces années, un contact permanent marqué par le passage à Madagascar du ministre-député en 1968. La politique de Tsiranana a-t-elle été influencée par Debré, eu égard à la proximité de Madagascar et La Réunion ? Cette étude permettra d'en esquisser une première réponse.

Lucile RABEARIMANANA
Professeur d'histoire contemporaine
Université de Tananarive

Michel Debré – Philibert Tsiranana 1958-1972
Convergence des points de vie – relations étroites

Michel Debré, Premier ministre du général de Gaulle au début de la Cinquième République française, puis député de La Réunion, par ses fonctions était amené à entretenir des relations suivies avec les responsables des Territoires d'outre mer engagés dans la voie de l'autonomie, puis dans la Communauté française après septembre 1958. Dans ce cadre, et en tant que fidèle parmi les fidèles du général de Gaulle, il a fréquenté les personnalités représentant des pays d'Afrique Noire, dont Philibert Tsiranana. Devenu président de la République malgache le 1er mai 1959, après l'adoption d'une Constitution, qui doit beaucoup à celle de la Cinquième République française, celui-ci engage des pourparlers avec les responsables français pour le transfert des compétences et la négociation d'accords de coopération entre la France et le nouvel Etat qui devrait recouvrer sa souveraineté dans les meilleurs délais possibles. Entre l'équipe du général de Gaulle, représentée notamment par son Premier ministre et celle de Madagascar, dirigée par Philibert Tsiranana, la vision de l'avenir des relations entre les deux pays ne présente pas d'aspects divergents. Si Michel Debré prône le maintien de liens étroits entre les membres de la Communauté française et l'ancienne métropole, Philibert Tsiranana ne pense pas autrement.

Les relations diplomatiques, étroites, entre la France et la jeune République malgache, ne se démentent pas jusqu'à la chute de celle-ci. Si Michel Debré doit « démissionner » de son poste de Premier ministre en 1962, il continue à entretenir des relations suivies avec le Président de la République malgache. Devenu député de La réunion, il ne se prive pas de passer à plusieurs reprises à Tananarive, et de manière plus générale, les représentants du Département d'outre mer sont en contact étroit avec l'Etat malgache, notamment à propos de l'expérience de la Sakay, en plein succès tout au long des années 1960.

Manorama AKUNG
Doctorante
Université de La Réunion

Michel Debré et l'évolution de la vie politique à l'île Maurice

Le rôle et le poids des puissances étrangères dans la vie politique de l'île Maurice post-indépendance est un sujet à la fois hautement controversé et nébuleux. Ainsi certains auteurs soulignent le poids déterminant de l'Inde dans la constitution de l'alliance électorale « bleu-blanc-rouge » en 1983 et dans la réconciliation entre Sir Aneerood Jugnauth et le Parti Travailliste en 1987. D'autres encore mettent en exergue le soutien du Département d'Etat Américain à Sir Seewoosagur Ramgoolam (SSR) aux élections générales de 1982. Cependant la restitution de ces interventions étrangères, évidemment discrètes et souterraines, dans la politique locale est une tâche extrêmement ardue, le chercheur ne disposant, comme sources historiques, que des réminiscences de certains acteurs, notamment des agents des services de renseignement étrangers à la retraite.

L'intervention de la France dans la politique intérieure de Maurice en 1969 fut d'une autre nature : en visite à Maurice en mars 1969, c'est publiquement que Michel Debré, alors

Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement français, se déclara en faveur d'une coalition entre le Parti Travailliste et le Parti Mauricien Social Démocrate, en joignant les mains des deux leaders, SSR et Gaëtan Duval devant les caméras de la presse locale et internationale. Cela se fit au moment où la police procédait à l'arrestation des militants du Club des Etudiants Mauriciens (sur le point de se transformer en Mouvement Militant Mauricien) qui projetaient d'organiser une manifestation contre la visite du ministre français à Maurice.

A travers l'étude de la couverture médiatique de l'évènement, des réminiscences des acteurs, et de certains documents diplomatiques déclassifiés depuis, notre communication tentera de cerner les retombées de la visite de M. Debré en 1969 sur la vie politique à Maurice. Fut-il l'architecte de la grande coalition de 1969 comme le prétend l'historiographie traditionnelle ? Quels étaient les enjeux pour les divers protagonistes ? Quelle fut l'importance des antagonismes que ces évènements suscitèrent dans l'évolution politique du pays ?

Bernard IDELSON
Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication
Université de La Réunion

Michel Debré et les médias réunionnais

L'exposé propose une réflexion sur le rapport qu'entretenait Michel Debré avec les médias (presse et audiovisuel), à partir de quelques « occurrences significatives » repérées durant sa députation à La Réunion (1963-1988).

Deux types de données constituent le corpus étudié : l'étude d'articles de presse (notamment de « unes ») relatifs aux périodes électorales ; les témoignages de journalistes, recueillis lors d'entretiens biographiques et qui évoquent des faits précis, comme « l'affaire de la *Pravda* » durant laquelle l'ancien Premier ministre du Général de Gaulle intervient directement au sein des rédactions. L'arrivée de la télévision à La Réunion et les liens du pouvoir (local et également national, gaullien) à l'ORTF font également partie des thèmes abordés.

La présentation est problématisée autour de la question de *l'espace public médiatique local* qui va émerger, fin des années 70, en réaction aux pratiques intrusives du pouvoir, mais également grâce aux transformations sociétales liées à l'action dans l'île de Michel Debré. L'analyse de ce paradoxe permettra ainsi de se dégager de la vision trop souvent dichotomique et décontextualisée qui accompagne le regard sur cette période.

Martine PETERS
Docteur en histoire
Université de La Réunion

Femmes et associations dans les années Debré

Lorsque Michel Debré est élu député de la première circonscription de La Réunion en 1963, cette élection ouvre une période de transformation de la vie politique et économique de l'île. Nous nous proposons d'examiner l'impact de l'action de l'ancien premier ministre sur la vie quotidienne des Réunionnaises. Nous montrerons également comment la situation des femmes s'améliore grâce à des associations comme l'UFR, l'AREP, l'AROF, l'ARAJUFA.

Ces associations, suscitées par Michel Debré ou au contraire hostiles à sa politique, œuvrent dans des domaines qui concernent directement la condition féminine : prestations sociales, vie des familles, maîtrise de la fécondité et progrès médical, assistance judiciaire dans les conflits familiaux.

Plus généralement, nous cherchons dans quelle mesure les femmes longtemps exclues de la vie sociale et politique ont bénéficié des mutations survenues dans les années 70. L'objectif est de dresser un bilan mettant en évidence le jeu des différents intervenants, État, élus et associations, dans les transformations qui ont lentement conduit à l'amélioration de la condition féminine et à une amorce de parité à la fin du XXe siècle.

Sudel FUMA
Professeur des Universités
Université de La Réunion

Michel Debré et les enfants de La Creuse : une mémoire meurtrie…

50 ans après le premier départ des enfants réunionnais de l'Assistance en 1963, le débat sur les conditions de leur transfert et sur leur prise en charge dans les établissements spécialisés ou les familles d'accueil reste un sujet brûlant… Le procès intenté à l'Etat français par Jean-Jacques Martial en 2001, suivi par d'autres actions en justice des associations creusoises ou réunionnaises réclamant des réparations pour les préjudices moraux subis par les enfants de La Creuse, est l'expression d'un mal-vivre, voire d'une quête identitaire pour les acteurs concernés par ce drame de l'exil. Comment vivent-ils le préjudice subi ? Quelles sont les conséquences dans leur vécu quotidien ? Que représentent Michel Debré et les pouvoirs politiques locaux dans la mémoire des ex-enfants de La Creuse ?

David GAGNEUR
Docteur en Histoire

Michel Debré et les fêtes du tricentenaire du peuplement de La Réunion (3-10 octobre 1965) - L'histoire politique par l'image

La célébration du tricentenaire du peuplement de l'île du 3 au 10 octobre 1965 est l'occasion d'affirmer avec force les « *Trois cents ans d'amour filial* » entre La Réunion et la France pour les départementalistes. La mise en scène est grandiose : il s'agit bien d'attacher la population à la Mère patrie qui est l'incarnation du progrès humain.

A travers un photoreportage couvrant cette manifestation exceptionnelle, le propos est ici d'expliquer en quoi ces images célèbrent à la fois l'attachement de La Réunion à la France et la victoire de Michel Debré, au diapason d'une fête populaire et politique, et qui entend faire advenir le plus grand nombre comme acteur de son destin.

Nelson NAVIN
Docteur en Histoire

La réaction de l'opinion publique au retrait de Michel Debré à la vie politique réunionnaise, 1988-1989

La relation qu'a su nouer Michel Debré avec La Réunion, ce département d'outre-mer qui est devenu sa terre d'adoption de 1963 à 1988, est symptomatique du rapport ambigu qu'entretiennent la métropole et son ancienne colonie.

Acteur de premier plan, l'ancien Premier ministre s'engage corps et âme dans une lutte âpre et sans merci pour la réalisation effective de la départementalisation et, aussi, pour faire taire les revendications autonomistes du Parti communiste réunionnais, mené par celui qui deviendra son principal adversaire, Paul Vergés. Entre les deux hommes une profonde inimitié s'instaure et provoque inévitablement une bipolarisation de la vie politique réunionnaise.

Mais les élections présidentielles de 1974, de 1981 et finalement de 1988, vont amenuiser les capacités d'action de celui qui s'était érigé en fer de lance de la droite locale. Perdant peu à peu son autorité morale en métropole comme à La Réunion, Michel Debré n'a d'autre choix que de se retirer de la vie politique locale.

Comment l'opinion réunionnaise a-t-elle accueilli ce retrait et comment expliquer cette perte d'influence ? Paradoxalement, n'est-ce pas le triomphe de sa politique de départementalisation qui pousse ses anciens alliés à vouloir rompre avec celui qui incarne une autre époque, au moment où La Réunion veut assumer sa part de modernité ?

© Bureau Transversal des Colloques, de la Recherche et des Publications (BTCR)
UFR Lettres et Sciences Humaines – Université de La Réunion
Septembre 2013

Partenaires

- *Commission Internationale des historiens de l'océan Indien*
- *CRESOI*
- *OSOI*
- *Université de La Réunion*
- *Région Réunion*

CIHOI